

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 3558

[S - C - 2007/09537]

15 MAI 2007. — Loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise et rétablissant l'article 509^{quater} du Code pénal (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code judiciaire*

Art. 2. Un article 875^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le Code judiciaire :

« Art. 875^{bis}. Le juge limite le choix de la mesure d'instruction à ce qui est suffisant pour la solution du litige, en privilégiant la mesure la plus simple, la plus rapide et la moins onéreuse. »

Art. 3. Il est inséré dans la quatrième partie, livre II, titre III, chapitre VIII, section VI du même Code, une sous-section I^{re} qui contiendra l'article 962, dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Sous-section 1^{re}. Disposition générale. »

Art. 4. L'article 962 du même Code est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Il n'est point tenu de suivre l'avis des experts si sa conviction s'y oppose. »

Art. 5. Sont abrogés dans le même Code :

1° les articles 963 et 964;

2° l'article 965, modifié par la loi du 24 juin 1970.

Art. 6. Il est inséré dans la même section du même Code une sous-section 2 qui contiendra les articles 966 à 971 inchangés, dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Sous-section 2. De la récusation des experts. »

Art. 7. L'article 969 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Aucune récusation ne peut être proposée après la réunion d'installation, ou, à défaut, après le début des travaux de l'expert, à moins que la cause de la récusation n'ait été révélée ultérieurement à la partie. »

Art. 8. Il est inséré dans la même section du même Code une sous-section 3 qui contiendra les articles 972 à 983, dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Sous-section 3. Du déroulement de l'expertise. »

Art. 9. L'article 972 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

§ 1^{er}. La décision qui ordonne l'expertise comporte au moins :

— l'indication des circonstances qui rendent nécessaires l'expertise et la désignation éventuelle de plusieurs experts;

— l'indication de l'identité de l'expert ou des experts désignés;

— une description précise de la mission de l'expert;

— l'indication de la date de la réunion d'installation, à moins que le juge n'y renonce, avec l'accord des parties.

La notification de cette décision est effectuée par le greffier conformément à l'article 973, § 2, alinéa 3.

Après cette notification, l'expert dispose de huit jours pour :

— refuser la mission, s'il le souhaite, en motivant dûment sa décision;

— si aucune réunion d'installation n'a été prévue : communiquer les lieu, jour et heure du début de ses travaux.

L'expert en avise les parties par lettre recommandée à la poste et le juge et les conseils par lettre missive.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 3558

[S - C - 2007/09537]

15 MEI 2007. — Wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek en tot herstel van artikel 509^{quater} van het Strafwetboek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 2. In het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 875^{bis} ingevoegd, luidende :

« Art. 875^{bis}. De rechter beperkt de keuze van de onderzoeksmaatregel tot wat volstaat om het geschil op te lossen, waarbij de meest eenvoudige, snelle en goedkope maatregel de voorkeur geniet. »

Art. 3. In deel IV, boek II, titel III, hoofdstuk VIII, afdeling VI van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd die artikel 962 omvat, waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Onderafdeling 1. Algemene bepaling. »

Art. 4. Artikel 962 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Hij is niet verplicht het advies van de deskundigen te volgen, indien het strijdig is met zijn overtuiging. »

Art. 5. In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° de artikelen 963 en 964;

2° artikel 965, gewijzigd bij de wet van 24 juni 1970.

Art. 6. In dezelfde afdeling van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 2 ingevoegd die de artikelen 966 tot 971 omvat, waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Onderafdeling 2. Wraking van de deskundigen. »

Art. 7. Artikel 969 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Na de installatievergadering, of, bij gebreke daarvan, na aanvang van de werkzaamheden van de deskundige, mag geen wraking meer worden voorgedragen tenzij de partij eerst nadien kennis heeft gekregen van de wrakingsgronden. »

Art. 8. In dezelfde afdeling van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 3 ingevoegd die de artikelen 972 tot 983 omvat, waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Onderafdeling 3. Verloop van het deskundigenonderzoek. »

Art. 9. Artikel 972 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

§ 1. De beslissing waarbij het deskundigenonderzoek wordt bevolen, bevat minstens :

— de vermelding van de omstandigheden die het deskundigenonderzoek, en de eventuele aanstelling van meerdere deskundigen noodzaken;

— de vermelding van de identiteit van de aangestelde deskundige of deskundigen;

— een nauwkeurig omschrijving van de opdracht van de deskundige;

— de vermelding van de datum van de installatievergadering, tenzij de rechter ervan afziet met instemming van de partijen.

De kennisgeving van deze beslissing door de griffier gebeurt overeenkomstig artikel 973, § 2, derde lid.

Na deze kennisgeving beschikt de deskundige over acht dagen om :

— desgewenst de opdracht met behoorlijk omklede redenen te weigeren;

— indien geen installatievergadering is bepaald : de plaats, de dag en het uur mee te delen waarop hij zijn werkzaamheden zal aanvangen.

De deskundige geeft hiervan kennis bij een ter post aangetekende brief aan de partijen en bij gewone brief aan de rechter en de raadslieden.

§ 2. La réunion d'installation a lieu en chambre du conseil, devant le juge qui a ordonné l'expertise ou qui est chargé du contrôle de celle-ci.

Les parties se présentent devant le juge. L'expert peut être joint téléphoniquement ou par tout autre moyen de télécommunication, à moins qu'une des parties ou le juge ne demande sa comparution personnelle devant ce dernier.

La décision prise à l'issue de la réunion d'installation précise :

- l'adaptation éventuelle de la mission;
- les lieu, jour et heure des travaux ultérieurs de l'expert;
- la nécessité pour l'expert de faire appel ou non à des conseillers techniques;
- l'estimation du coût global de l'expertise ou, à tout le moins, le mode de calcul des frais et honoraires de l'expert et des éventuels conseillers techniques;
- le montant de la provision;
- la partie raisonnable de la provision pouvant être libérée au profit de l'expert;
- le délai dans lequel les parties pourront faire valoir leurs observations à l'égard de l'avis provisoire de l'expert;
- le délai pour le dépôt du rapport final.

A défaut de réunion d'installation, le juge peut inclure les mentions susvisées dans la décision qui ordonne l'expertise.

La notification de cette décision par le greffier a lieu conformément à l'article 973, § 2, alinéa 3. »

Art. 10. Dans le même Code, il est inséré un article 972bis, rédigé comme suit :

« Art. 972bis. § 1^{er}. Les parties sont tenues de collaborer à l'expertise. A défaut, le juge peut en tirer toute conséquence qu'il jugera appropriée.

Au plus tard lors de la réunion d'installation et, à défaut, au début des travaux, les parties remettent à l'expert un dossier inventorié rassemblant tous les documents pertinents.

§ 2. La convocation en vue de travaux ultérieurs se fait conformément à l'article 972, § 1^{er}, dernier alinéa, sauf si l'expert a été autorisé par les parties et les conseils à recourir à un autre mode de convocation.

Si toutes les parties ou leurs conseils demandent un report, l'expert est tenu d'y consentir. Dans tous les autres cas, il peut refuser ou consentir le report et il notifie sa décision au juge par lettre missive.

L'expert dresse un rapport des réunions qu'il organise. Il en envoie une copie au juge, aux parties et aux conseils par lettre missive, et, le cas échéant, aux parties qui ont fait défaut, par lettre recommandée. »

Art. 11. L'article 973 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

Art. 973. § 1^{er}. Le juge qui a ordonné l'expertise, ou le juge désigné à cet effet, suit le déroulement de celle-ci et veille notamment au respect des délais et de son caractère contradictoire.

Le juge peut, pour des motifs d'urgence, réduire les délais prévus par la présente sous-section ou dispenser les experts de certains modes de convocation.

Les experts exécutent leur mission sous le contrôle du juge, qui peut à tout moment, d'office ou à la demande des parties, assister aux opérations. Le greffier en informe les experts, les parties et leurs conseils par lettre missive, et, le cas échéant, les parties qui ont fait défaut, par pli judiciaire.

§ 2. Toutes les contestations relatives à l'expertise survenant au cours de celle-ci, entre les parties ou entre les parties et les experts, y compris la demande de remplacement des experts et toute contestation relative à l'extension ou à la prolongation de la mission, sont réglées par le juge.

§ 2. De installatievergadering vindt plaats in de raadkamer voor de rechter die, ofwel het deskundigenonderzoek heeft bevolen, ofwel met controle ervan belast is.

De partijen verschijnen voor de rechter. De deskundige kan telefonisch of via enig ander telecommunicatiemiddel worden bereikt, tenzij een van de partijen of de rechter vraagt dat hij persoonlijk voor deze verschijnt.

De na afloop van de installatievergadering genomen beslissing vermeldt :

- de eventuele aanpassing van de opdracht;
- de plaats, de dag, en het uur van de verdere werkzaamheden van de deskundige;
- de noodzaak voor de deskundige om al dan niet een beroep te doen op technische raadgevers;
- de raming van de algemene kostprijs van het deskundigenonderzoek, of tenminste de manier waarop de kosten en het ereloon van de deskundige en de eventuele technische raadgevers zullen berekend worden;
- het bedrag van het voorschot;
- het redelijk deel van het voorschot dat kan worden vrijgegeven aan de deskundige;
- de termijn waarbinnen de partijen hun opmerkingen kunnen laten gelden aangaande het voorlopig advies van de deskundige;
- de termijn voor het neerleggen van het eindverslag.

Bij gebreke van installatievergadering kan de rechter bovenstaande vermeldingen opnemen in de beslissing waarbij het deskundigenonderzoek wordt bevolen.

De kennisgeving van deze beslissing door de griffier gebeurt overeenkomstig artikel 973, § 2, derde lid. »

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 972bis ingevoegd, luidende als volgt :

« Art. 972bis. § 1. De partijen zijn verplicht mee te werken aan het deskundigenonderzoek. Bij gebreke daarvan kan de rechter daaruit de conclusies trekken die hij geraden acht.

De partijen overhandigen ten laatste op de installatievergadering en, bij gebreke daarvan, bij de aanvang van de werkzaamheden, een geïnventariseerd dossier met alle relevante stukken aan de deskundige.

§ 2. De oproeping voor verdere werkzaamheden gebeurt overeenkomstig artikel 972, § 1, laatste lid, tenzij de deskundige van de partijen en de raadslieden toestemming heeft gekregen om gebruik te maken van een andere oproepingswijze.

Indien alle partijen of hun raadslieden om uitstel verzoeken, dan moet de deskundige dit toestaan. In alle andere gevallen kan hij het uitstel weigeren of toestaan en geeft hij de rechter bij gewone brief kennis van zijn beslissing.

De deskundige stelt een verslag op van de vergaderingen die hij organiseert. Hij stuurt bij gewone brief een afschrift ervan aan de rechter, de partijen en de raadslieden, en, in voorkomend geval, bij een ter post aangetekende brief aan de partijen die verstek hebben laten gaan. »

Art. 11. Artikel 973 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

Art. 973. § 1. De rechter die het deskundigenonderzoek heeft bevolen of de daartoe aangewezen rechter volgt het verloop van het onderzoek op en ziet er met name op toe dat de termijnen worden nageleefd en dat de tegenspraak in acht wordt genomen.

De rechter kan om redenen van hoogdringendheid de in deze onderafdeling bepaalde termijnen inkorten of de deskundigen ontslaan van bepaalde oproepingswijzen.

De deskundigen vervullen hun opdracht onder toezicht van de rechter, die te allen tijde ambtshalve of op verzoek van de partijen de werkzaamheden kan bijwonen. De griffier verwittigt hiervan bij gewone brief de deskundigen, de partijen en de raadslieden en in voorkomend geval, bij gerechtsbrief, de partijen die verstek hebben laten gaan.

§ 2. Alle betwistingen die in de loop van het deskundigenonderzoek met betrekking tot dit onderzoek ontstaan tussen de partijen of tussen de partijen en de deskundigen, met inbegrip van het verzoek tot vervanging van de deskundigen en van elke betwisting aangaande de uitbreiding of de verlenging van de opdracht, worden door de rechter beslecht.

A cet effet, les parties et les experts peuvent s'adresser au juge par lettre missive, motivée. Le juge ordonne immédiatement la convocation des parties et des experts.

Dans les cinq jours, le greffier en avise les parties et leurs conseils par lettre missive, ainsi que l'expert et, le cas échéant, les parties qui ont fait défaut, par pli judiciaire.

La comparution en chambre du conseil a lieu dans le mois qui suit la convocation. Le juge statue, par décision motivée, dans les huit jours.

Le greffier notifie cette décision conformément à l'alinéa 3. En cas de demande de remplacement, la décision est notifiée, selon le cas, à l'expert confirmé, ou à l'expert déchargé et au nouvel expert désigné par pli judiciaire. »

Art. 12. L'article 974 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 974. § 1^{er}. Si le délai fixé pour le dépôt du rapport final est supérieur à six mois, l'expert adresse tous les six mois un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement de ses travaux au juge, aux parties et aux conseils. Cet état d'avancement mentionne :

- les travaux déjà réalisés;
- les travaux réalisés depuis le dernier rapport intermédiaire;
- les travaux qui restent à réaliser.

§ 2. Seul le juge peut prolonger le délai pour le dépôt du rapport final. A cet effet, l'expert peut s'adresser au juge en indiquant la raison pour laquelle le délai devrait être prolongé.

Le juge refuse de prolonger le délai lorsqu'il estime qu'une prolongation n'est pas raisonnablement justifiée. Il motive cette décision.

§ 3. En cas de dépassement du délai prévu et en l'absence de demande de prolongation avenue dans les délais, le juge ordonne d'office la convocation, conformément à l'article 973, § 2. »

Art. 13. L'article 975 du même Code est abrogé.

Art. 14. L'article 976 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 976. A la fin de ses travaux, l'expert envoie pour lecture au juge, aux parties et à leurs conseils, ses constatations, auxquelles il joint déjà un avis provisoire. Faute de réunion d'installation, l'expert fixe un délai raisonnable, compte tenu de la nature du litige, dans lequel les parties doivent formuler leurs observations.

L'expert reçoit les observations des parties et de leurs conseillers techniques avant l'expiration de ce délai. L'expert ne tient aucun compte des observations qu'il reçoit tardivement. Ces observations peuvent être écartées d'office des débats par le juge. »

Art. 15. L'article 977 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 977. § 1^{er}. L'expert tente de concilier les parties.

Si les parties se concilient, l'expert constate que son expertise est devenue sans objet. Les parties peuvent agir conformément à l'article 1043.

§ 2. Le constat de conciliation, les pièces et notes des parties et un état de frais et honoraires détaillé de l'expert sont déposés au greffe.

Le jour du dépôt du constat de conciliation, l'expert envoie, par lettre recommandée à la poste, une copie du constat de conciliation et un état de frais et honoraires détaillé aux parties, et, par lettre missive, à leurs conseils. »

Art. 16. L'article 978 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 978. § 1^{er}. Le rapport final est daté et relate la présence des parties lors des travaux, leurs déclarations verbales et leurs réquisitions. Il contient en outre le relevé des documents et des notes remis par les parties aux experts; il ne peut les reproduire que dans la mesure où cela est nécessaire à la discussion.

Le rapport est, à peine de nullité, signé par l'expert.

De partijen en de deskundigen kunnen zich daartoe bij gewone brief, met vermelding van de redenen, tot de rechter wenden. De rechter gelast onmiddellijk de oproeping van de partijen en de deskundigen.

De griffier geeft hiervan binnen vijf dagen bij gewone brief kennis aan de partijen en raadslieden en bij gerechtsbrief aan de deskundige en, in voorkomend geval, bij gerechtsbrief aan de partijen die verstek hebben laten gaan.

De verschijning in raadkamer vindt plaats binnen een maand na de oproeping. De rechter doet binnen acht dagen uitspraak bij met redenen omklede beslissing.

De kennisgeving van deze beslissing door de griffier gebeurt overeenkomstig het derde lid. In geval van een verzoek tot vervanging, gebeurt de kennisgeving naargelang van het geval aan de deskundige wiens taak is bevestigd of aan de deskundige die van zijn taak is ontheven en de nieuw aangestelde deskundige. »

Art. 12. Artikel 974 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 974. § 1. Indien de termijn voor het indienen van het eindverslag op meer dan zes maanden is bepaald, bezorgt de deskundige om de zes maanden een tussentijds verslag over de stand van zaken aan de rechter, de partijen en de raadslieden. Deze stand van zaken vermeldt :

- de reeds uitgevoerde werkzaamheden;
- de werkzaamheden die uitgevoerd zijn sinds het laatste tussentijds verslag;
- de nog uit te voeren werkzaamheden.

§ 2. Alleen de rechter mag de termijn voor de indiening van het eindverslag verlengen. De deskundige kan zich daartoe tot de rechter wenden met opgave van de reden waarom de termijn zou moeten worden verlengd.

De rechter weigert de verlenging wanneer hij van oordeel is dat die niet redelijk verantwoord is. Hij motiveert deze beslissing.

§ 3. Bij overschrijding van de vooropgestelde termijn en bij gebreke van tijdig ontvangen verzoek tot verlenging gelast de rechter ambtshalve de oproeping overeenkomstig artikel 973, § 2. »

Art. 13. Artikel 975 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 976 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« Art. 976. Na afloop van zijn werkzaamheden stuurt de deskundige ter lezing zijn bevindingen waarbij hij reeds een voorlopig advies voegt, aan de rechter, de partijen en hun raadslieden. Bij gebreke van een installatievergadering bepaalt de deskundige, rekening houdende met de aard van het geschil, een redelijke termijn waarbinnen de partijen hun opmerkingen moeten maken.

De deskundige ontvangt de opmerkingen van de partijen en van hun technische raadgevers voor het verstrijken van deze termijn. De deskundige houdt geen rekening met de opmerkingen die hij laattijdig ontvangt. De rechter kan deze ambtshalve uit de debatten weren. »

Art. 15. Artikel 977 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 977. § 1. De deskundige poogt de partijen te verzoenen.

Als de partijen zich verzoenen, stelt de deskundige vast dat zijn onderzoek doelloos is geworden. De partijen kunnen handelen overeenkomstig artikel 1043.

§ 2. De vaststelling van verzoening, de stukken en nota's van de partijen en een gedetailleerde staat van de kosten en het ereloon van de deskundige, worden ter griffie neergelegd.

Op de dag van de neerlegging van de vaststelling van verzoening zendt de deskundige bij een ter post aangetekende brief een afschrift van de vaststelling van verzoening en een gedetailleerde staat van de kosten en het ereloon aan de partijen, en bij gewone brief aan hun raadslieden. »

Art. 16. Artikel 978 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 978. § 1. Het eindverslag wordt gedagtekend en vermeldt de tegenwoordigheid van de partijen bij de werkzaamheden, hun mondelinge verklaringen en hun vorderingen. Het bevat bovendien een opgave van de stukken en nota's die de partijen aan de deskundigen hebben overhandigd; het mag de tekst ervan slechts overnemen in zoverre dat nodig is voor de bespreking.

Het verslag wordt op straffe van nietigheid door de deskundige ondertekend.

La signature de l'expert est, à peine de nullité, précédée du serment ainsi conçu :

« Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »;

ou

« Ik zweer dat ik mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk vervuld heb. »;

ou

« Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und erlich erfüllt habe. »

§ 2. La minute du rapport, les documents et notes des parties ainsi qu'un état de frais et honoraires détaillé de l'expert sont déposés au greffe.

Le jour du dépôt du rapport, l'expert envoie, par lettre recommandée à la poste, une copie du rapport et un état de frais et honoraires détaillé aux parties, et, par lettre missive, à leurs conseils. »

Art. 17. L'article 979 du même Code, modifié par les lois des 27 mai 1974 et 3 août 1992, est remplacé comme suit :

« Art. 979. § 1^{er}. Si une partie en fait la demande, le juge peut remplacer l'expert qui ne remplit pas correctement sa mission.

Si les parties en font conjointement la demande, le juge doit remplacer l'expert.

Si aucune des parties n'en fait la demande, le juge peut ordonner d'office la convocation visée à l'article 973, § 2.

Le juge motive sa décision de remplacement et procède immédiatement à la désignation d'un nouvel expert.

§ 2. L'expert remplacé dispose d'un délai de quinze jours pour déposer au greffe les documents et notes des parties ainsi qu'un état de frais et honoraires détaillé.

Le jour du dépôt, l'expert envoie aux parties, par lettre recommandée à la poste, et aux conseils des parties, par simple lettre, une copie de l'état de frais et honoraires détaillé. »

Art. 18. L'article 980 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 980. Lorsque l'expertise est ordonnée par défaut à l'égard d'une ou de plusieurs parties, celles-ci peuvent prendre part sans autres formalités à n'importe quel stade de l'expertise, soit en étant présentes ou en se faisant représenter, soit en communiquant des observations écrites.

En pareil cas, l'expertise et la procédure se poursuivent contradictoirement à l'égard de ces parties, lesquelles ne peuvent faire opposition aux décisions et actes antérieurs. »

Art. 19. L'article 981 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 981. L'expertise est inopposable à la partie appelée en intervention forcée après l'envoi de l'avis provisoire de l'expert, sauf si cette partie renonce au moyen de l'innoposabilité.

Le tiers intervenant ne peut pas exiger que des travaux déjà réalisés soient recommencés en sa présence, à moins qu'il ne justifie de son intérêt à leur égard. »

Art. 20. L'article 982 du même Code, modifié par la loi du 26 juin 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 982. Le juge ne désigne qu'un seul expert à moins qu'il ne juge nécessaire d'en désigner plusieurs.

Les experts dressent un seul rapport; ils forment un seul avis à la pluralité des voix, ils indiquent néanmoins, en cas d'avis différents, les motifs des divers avis. Le rapport est signé par tous les experts judiciaires.

L'état des frais et honoraires détaillé est collectif s'il y a plusieurs experts judiciaires pour la même cause. Il indique clairement la quote-part de chacun. »

Art. 21. L'article 983 du même Code, modifié par la loi du 21 avril 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 983. Le greffier envoie, par simple lettre, une copie du jugement définitif à l'expert. »

De handtekening van de deskundige wordt, op straffe van nietigheid, voorafgegaan door de volgende eed :

« Ik zweer dat ik mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk vervuld heb. »;

of

« Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »;

of

« Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und erlich erfüllt habe. »

§ 2. De minuut van het verslag, de stukken en nota's van de partijen en een gedetailleerde staat van de kosten en het ereloon van de deskundige, worden ter griffie neergelegd.

Op de dag van de neerlegging van het verslag zendt de deskundige bij een ter post aangetekende brief een afschrift van het verslag en een gedetailleerde staat van de kosten en het ereloon aan de partijen, en bij gewone brief aan hun raadslieden. »

Art. 17. Artikel 979 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1974 en 3 augustus 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 979. § 1. Indien een partij hierom verzoekt, kan de rechter de deskundige die zijn opdracht niet naar behoren vervult, vervangen.

Indien de partijen hier gezamenlijk om verzoeken, moet de rechter de deskundige vervangen.

Indien geen van de partijen hierom verzoekt, kan de rechter ambtshalve in artikel 973, § 2, bedoelde oproeping gelasten.

De rechter motiveert de beslissing tot vervanging en gaat onmiddellijk over tot de aanstelling van een nieuwe deskundige.

§ 2. De vervangen deskundige legt binnen vijftien dagen ter griffie de stukken en nota's van de partijen en een gedetailleerde staat van de kosten en het ereloon neer.

Op de dag van de neerlegging zendt de deskundige bij een ter post aangetekende brief een afschrift van de gedetailleerde staat van de kosten en het ereloon aan de partijen, en bij gewone brief aan hun raadslieden. »

Art. 18. Artikel 980 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 980. Wanneer het deskundigenonderzoek is bevolen bij verstek ten aanzien van een of meer partijen, kunnen deze zonder verdere formaliteiten deel hebben aan elke stand van het deskundigenonderzoek, hetzij door er bij aanwezig te zijn of zich te laten vertegenwoordigen, hetzij door schriftelijke opmerkingen te laten kennen.

In dat geval verlopen ten aanzien van die partijen het onderzoek en de verdere rechtspleging op tegenspraak en kunnen die partijen tegen de voorgaande beslissingen en handelingen geen verzet aantekenen. »

Art. 19. Artikel 981 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 981. Het deskundigenonderzoek kan niet tegengeworpen worden aan de partij die gedwongen tussenkomt nadat de deskundige zijn voorlopig advies heeft verstuurd, tenzij zij van het middel van de niet-tegenwerpbaarheid afziet.

De derde die tussenkomt kan niet eisen dat reeds gedane werkzaamheden in zijn bijzijn worden overgedaan, tenzij hij aantoonbaar belang bij te hebben. »

Art. 20. Artikel 982 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 982. De rechter stelt slechts één deskundige aan, tenzij het nodig acht om meerdere deskundigen aan te stellen.

De deskundigen maken één enkel verslag op, zij geven één enkel advies bij meerderheid van stemmen. Bij verschil van mening vermelden zij de onderscheiden meningen met de gronden ervan. Het verslag wordt door alle deskundigen ondertekend.

Voor verscheidene deskundigen in een zelfde zaak wordt een gedetailleerde gezamenlijke staat vna de kosten en het ereloon opgemaakt, met een duidelijke opgave van ieders aandeel. »

Art. 21. Artikel 983 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 april 1982, wordt vervangen als volgt :

« Art. 983. De griffier stuurt bij gewone brief een afschrift van het eindvonnis naar de deskundige. »

Art. 22. Il est inséré dans la même section du même Code une sous-section 4 contenant les articles 984 à 986, dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Sous-section 4. De l'intervention limitée des experts. »

Art. 23. L'article 984 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 984. Si le juge ne trouve pas dans le rapport les éclaircissements suffisants, il peut ordonner soit la réalisation d'une expertise complémentaire par le même expert, soit la réalisation d'une nouvelle expertise par un autre expert.

Le nouvel expert peut demander à l'expert précédemment nommé les renseignements qu'il jugera utiles. »

Art. 24. L'article 985 du même Code, modifié par la loi du 27 mai 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 985. Le juge peut entendre l'expert à l'audience. Celui-ci peut s'aider de documents lors de l'audition.

L'expert prête, avant d'être entendu, le serment dans les termes suivants :

« Je jure de faire mon rapport en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »;

ou

« Ik zweer dat ik in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk verslag zal doen. »;

ou

« Ich schwöre mein Gutachten auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich abzugeben. »

Les déclarations de l'expert sont actées dans un procès-verbal signé par le juge, par le greffier et par lui-même après lecture et observations s'il y a lieu.

A la demande des parties, le juge peut entendre leurs conseillers techniques.

Le juge taxe immédiatement les frais et honoraires de l'expert au bas du procès-verbal et il en est délivré exécutoire contre la partie ou les parties qu'il désigne et dans la proportion qu'il détermine. Dans la décision finale, ces montants seront taxés comme frais de justice. »

Art. 25. L'article 986 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 986. Le juge peut désigner un expert afin qu'il soit présent lors d'une mesure d'instruction qu'il a ordonnée pour fournir des explications techniques ou pour faire rapport oralement à l'audience fixée à cet effet. Le juge peut également enjoindre à cet expert de produire pendant l'audition des documents utiles pour la solution du litige.

L'expert peut s'aider de documents.

L'expert prête verbalement serment dans les termes suivants :

« Je jure de donner toutes les explications qui me seront demandées, en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »;

ou :

« Ik zweer dat ik alle gevraagde toelichting in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk zal verstrekken. »;

ou :

« Ich schwöre, alle geforderten Erläuterungen auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich zu geben. »

Il est dressé procès-verbal des déclarations de l'expert.

Le juge taxe immédiatement les frais et honoraires de l'expert au bas du procès-verbal et il en est délivré exécutoire contre la partie ou les parties qu'il désigne et dans la proportion qu'il détermine. Dans la décision finale, ces montants seront taxés comme frais de justice. »

Art. 26. Il est inséré dans la même section du même Code une sous-section 5 comprenant les articles 987 à 991bis, dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Sous-section 5. Des frais et honoraires des experts. »

Art. 22. In dezelfde afdeling van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 4 ingevoegd die de artikelen 984 tot 986 omvat, waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Onderafdeling 4. Beperkte tussenkomst van de deskundigen. »

Art. 23. Artikel 984 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 984. Indien de rechter in het verslag niet voldoende opheldering vindt, kan hij een aanvullend onderzoek door dezelfde deskundige ofwel een nieuw onderzoek door een andere deskundige bevelen.

De nieuwe deskundige mag aan de vroeger benoemde deskundige de inlichtingen vragen die hij dienstig acht. »

Art. 24. Artikel 985 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1974, wordt vervangen als volgt :

« Art. 985. De rechter kan de deskundige ter zitting horen. De deskundige mag zich bij het verhoor van stukken bedienen.

Alvorens hij wordt gehoord, legt de deskundige mondeling de eed af in de volgende bewoordingen :

« Ik zweer dat ik in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk verslag zal doen. »;

of

« Je jure de faire mon rapport en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »;

of

« Ich schwöre mein Gutachten auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich abzugeben. »

De verklaringen van de deskundige worden vermeld in een proces-verbaal dat de rechter, de griffier en hijzelf ondertekenen na lezing en eventuele opmerkingen.

Op verzoek van de partijen kan de rechter hun technische raadgevers horen.

Het ereloon en de kosten van de deskundige worden door de rechter onmiddellijk begroot onderaan het proces-verbaal met bevel tot tenuitvoerlegging ten laste van de partij of partijen die hij aanwijst en in de verhouding die hij bepaalt. Deze bedragen zullen in de eindbeslissing als gerechtskosten worden begroot. »

Art. 25. Artikel 986 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« Art. 986. De rechter kan een deskundige aanwijzen die aanwezig moet zijn bij een onderzoeksmaatregel die hij heeft bevolen om technische toelichting te verstrekken of om mondeling verslag te doen op de daartoe vastgestelde zitting. De rechter kan die deskundige ook gelasten tijdens zijn verhoor stukken over te leggen die dienstig zijn voor de oplossing van het geschil.

De deskundige mag zich van stukken bedienen.

De deskundige legt mondeling de eed af in de volgende bewoordingen :

« Ik zweer dat ik alle gevraagde toelichting in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk zal verstrekken. »;

of :

« Je jure de donner toutes les explications qui me seront demandées, en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »;

of :

« Ich schwöre, alle geforderten Erläuterungen auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich zu geben. »

Van de verklaring van de deskundige wordt procesverbaal opge maakt.

Het ereloon en de kosten van de deskundige worden door de rechter onmiddellijk begroot onderaan het proces-verbaal met bevel tot tenuitvoerlegging ten laste van de partij of partijen die hij aanwijst en in de verhouding die hij bepaalt. Deze bedragen zullen in de eindbeslissing als gerechtskosten worden begroot. »

Art. 26. In dezelfde afdeling van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 5 ingevoegd die de artikelen 987 tot 991bis omvat, waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Onderafdeling 5. Kosten en erelonen van deskundigen. »

Art. 27. L'article 987 du même Code, modifié par la loi du 27 mai 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 987. Le juge peut fixer la provision que chaque partie est tenue de consigner au greffe ou auprès de l'établissement de crédit dont les parties ont convenu, ainsi que le délai dans lequel elle doit satisfaire à cette obligation. Le juge ne peut imposer cette obligation à la partie qui, conformément à l'article 1017, ne peut être condamnée aux dépens.

Le juge peut déterminer la partie raisonnable de la provision à libérer en vue de couvrir les frais de l'expert.

Dès que la provision est consignée, le greffe ou l'établissement de crédit en informe l'expert par lettre missive.

Le cas échéant, le greffe verse la partie libérée à l'expert. »

Art. 28. L'article 988 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 988. Si l'expert considère que la provision ou que la partie libérée de celle-ci ne suffit pas, il peut demander au juge de consigner une provision supplémentaire ou d'en libérer une plus grande partie.

Une autre libération est également possible pour couvrir une partie raisonnable des honoraires afférents aux travaux déjà exécutés.

Le juge refuse la consignation supplémentaire ou la libération d'une plus grande partie de la provision s'il estime qu'elle n'est pas raisonnablement justifiée. Il motive cette décision. »

Art. 29. L'article 989 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 989. Si une partie ne procède pas à la consignation dans le délai imparti, le juge peut en tirer les conclusions qu'il juge appropriées. »

Art. 30. L'article 990 du même Code, modifié par la loi du 24 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 990. L'état de frais et honoraires détaillé de l'expertise mentionne séparément :

- le tarif horaire;
- les frais de déplacement;
- les frais de séjour;
- les frais généraux;
- les montants payés à des tiers;
- l'imputation des montants libérés.

Si l'expert ne dépose pas son état de frais et honoraires, les parties peuvent demander au juge de procéder à la taxation. »

Art. 31. L'article 991 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 991. § 1^{er}. Si, dans les quinze jours du dépôt de l'état détaillé au greffe, les parties ont informé, par écrit, le juge qu'elles sont d'accord sur le montant des honoraires et des frais réclamés par les experts, ceux-ci sont taxés par le juge au bas de la minute de l'état et il en est délivré exécutoire conformément à l'accord intervenu entre les parties ou contre la ou les parties, ainsi qu'il est prévu pour la consignation de la provision.

§ 2. Si, dans le délai visé au § 1^{er}, les parties n'ont pas donné leur accord, l'expert ou les parties peuvent, conformément à l'article 973, § 2, saisir le juge afin qu'il procède à la taxation de frais et honoraires.

Le juge fixe le montant des frais et honoraires sans préjudice des dommages et intérêts éventuels.

Il tient surtout compte de la rigueur avec laquelle le travail a été exécuté, du respect des délais impartis et de la qualité du travail fourni.

Le juge déclare le jugement exécutoire contre la ou les parties, ainsi qu'il est prévu pour la consignation de la provision.

§ 3. Dans la décision finale, ces montants seront taxés comme frais de justice. »

Art. 27. Artikel 987 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1984, wordt vervangen als volgt :

« Art. 987. De rechter kan het voorschot bepalen dat elke partij moet consigner ter griffie of bij de kredietinstelling die de partijen gezamenlijk hebben gekozen, en de termijn waarbinnen zij aan deze verplichting moet voldoen. De rechter kan deze verplichting niet opleggen aan de partij die overeenkomstig artikel 1017 niet in de kosten kan worden verwezen.

De rechter kan het redelijk deel van het voorschot bepalen dat wordt vrijgegeven teneinde de kosten van de deskundige te dekken.

Zodra het voorschot in consignatie werd gegeven, brengt de griffie of de kredietinstelling de deskundige hiervan op de hoogte bij gewone brief.

In voorkomend geval stort de griffie het vrijgegeven deel door naar de deskundige. »

Art. 28. Artikel 988 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 988. Indien de deskundige meent dat het voorschot of het vrijgegeven deel daarvan niet volstaat, kan hij de rechter om de consignatie van een bijkomend voorschot of verdere vrijgave verzoeken.

Verdere vrijgave is ook mogelijk om een redelijk deel van het ereloon voor reeds uitgevoerde werkzaamheden te dekken.

De rechter weigert de bijkomende consignatie of verdere vrijgave van het voorschot wanneer hij van oordeel is dat die niet redelijk verantwoord is. Deze beslissing wordt met redenen omkleedt. »

Art. 29. Artikel 989 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 989 Indien een partij niet binnen de termijn consigneert, kan de rechter daaruit de conclusies trekken die hij geraden acht. »

Art. 30. Artikel 990 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 24 juni 1970, wordt vervangen als volgt :

« Art. 990. De gedetailleerde staat van de kosten en het ereloon van het deskundigenonderzoek vermeldt afzonderlijk :

- het uurloon;
- de verplaatsingskosten;
- de verblijfkosten;
- de algemene kosten;
- de bedragen die aan derden zijn betaald;
- de verrekening van vrijgegeven bedragen.

Indien de deskundige nalaat zijn staat van kosten en ereloon in te dienen, kunnen de partijen de rechter verzoeken deze te begroten. »

Art. 31. Artikel 991 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 991. § 1. Indien de partijen binnen vijftien dagen na de neerlegging ter griffie van de gedetailleerde staat schriftelijk aan de rechter hebben medegedeeld dat zij het eens zijn met het bedrag van het ereloon en de kosten die door de deskundigen worden aangerekend, worden deze door de rechter begroot onderaan op de minuut van de staat en wordt daarvan een bevel tot tenuitvoerlegging gegeven, overeenkomstig het akkoord dat de partijen gesloten hebben of tegen de partij of partijen, zoals bepaald voor de consignatie van het voorschot.

§ 2. Indien de partijen niet binnen de in § 1 bedoelde termijn hun instemming hebben betuigd, kunnen de deskundige of de partijen overeenkomstig artikel 973, § 2, beroep doen op de rechter teneinde de kosten en het ereloon te laten begroten.

De rechter stelt het bedrag vast van de kosten en het ereloon onverminderd eventuele schadevergoeding en intresten.

Hij houdt hoofdzakelijk rekening met de zorgvuldigheid waarmee het werk werd uitgevoerd, de nakoming van de vooropgestelde termijnen en de kwaliteit van het geleverde werk.

De rechter verklaart het vonnis uitvoerbaar tegen de partij of partijen zoals bepaald voor de consignatie van het voorschot.

§ 3. Deze bedragen zullen in de eindbeslissing als gerechtskosten worden begroot. »

Art. 32. Un article 991*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 991*bis*. Après la taxation définitive, la provision est retirée par les experts à concurrence de la somme qui leur est due. Le reliquat éventuel est remboursé d'office aux parties par le greffier au prorata des montants qu'elles étaient tenues de consigner et qu'elles ont effectivement consigné. »

Les experts peuvent seulement recevoir un paiement direct après que leur état de frais et honoraires a été définitivement taxé et pour autant que la provision consignée soit insuffisante. »

CHAPITRE III. — *Modification du Code pénal*

Art. 33. L'article 509*quater* du Code pénal inséré par la loi du 9 mars 1989 et abrogé par la loi du 4 décembre 1990, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 509*quater*. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de deux cents euros à quinze cents euros, ou d'une de ces peines seulement, l'expert qui, sachant qu'un paiement direct n'est pas autorisé, l'accepte malgré tout d'une partie à la cause. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 34. La présente loi s'applique aux expertises ordonnées après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les dispositions suivantes s'appliquent cependant déjà aux expertises en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi :

- le nouvel article 875*bis*;
- le nouvel article 972*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er};
- le nouvel article 973, § 1^{er};
- le nouvel article 974, § 1^{er};
- le nouvel article 991, § 2, alinéas 2 et 3.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires :

51-2540 :

N° 1 : Proposition de loi.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Avis du Conseil d'Etat.

N°s 4 à 6 : Amendements.

N° 7 : Rapport.

N° 8 : Texte adopté par la commission.

N° 9 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 12 avril 2007.

Sénat :

Documents parlementaires :

3-2390 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

Art. 32. In hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 991 *bis* ingevoegd, luidende als volgt :

« Art. 991*bis*. Na definitieve begroting nemen de deskundigen het voorschot op ten belope van de hun verschuldigde som. Het eventuele saldo wordt door de griffier ambtshalve aan de partijen terugbetaald in verhouding tot de bedragen die zij in consignatie moesten geven en die zij ook werkelijk hebben geconsigneerd. »

De deskundigen mogen slechts een rechtstreekse betaling in ontvangst nemen nadat hun staat van kosten en ereloon definitief is begroot en voor zover het geconsigneerde voorschot ontoereikend is. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het Strafwetboek*

Art. 33. Artikel 509*quater* van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989 en opgeheven bij de wet van 4 december 1990, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 509*quater*. Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van tweehonderd euro tot vijftienhonderd euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft de deskundige die, wetende dat een rechtstreekse betaling niet toegelaten is, deze toch aanvaardt van een partij in het geding. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 34. Deze wet is van toepassing op deskundigenonderzoeken die bevolen worden na de inwerkingtreding van deze wet.

Volgende bepalingen zijn evenwel reeds van toepassing op deskundigenonderzoeken die aanhangig zijn bij de inwerkingtreding van deze wet :

- het nieuwe artikel 875*bis*;
- het nieuwe artikel 972*bis*, § 1, eerste lid;
- het nieuwe artikel 973, § 1;
- het nieuwe artikel 974, § 1;
- het nieuwe artikel 991, § 2, tweede en derde lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken :

51-2540 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Advies van de Raad van State.

Nrs. 4 tot 6 : Amendementen.

Nr. 7 : Verslag.

Nr. 8 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 9 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de senaat.

Integraal verslag : 12 april 2007.

Senaat :

Parlementaire stukken :

3-2390 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.